



Engagé·es
au quotidien

Déclaration Liminaire de la FSU 73

CDEN 31 mars 2026

Pour le premier degré, que dire que vous ne sachiez déjà toutes et tous, vous Mme la Préfète, vous, Mme la vice-Présidente du Conseil Départemental, vous, M. le Directeur Académique, vous, Mesdames et Messieurs les élu·es, vous Mesdames et Messieurs les représentant·es des parents d'élèves, vous, Mesdames et Messieurs les DDEN, vous, Mesdames et Messieurs les représentant·es des associations amies de l'école, vous Mesdames et messieurs les élu·es des personnels ?

En fait, si, nous avons un secret à vous confier... l'Ecole va mal...

Il existe dans l'Education Nationale une instance nommée Formation spécialisée en Santé Sécurité et Conditions de Travail : c'est là qu'atterrissent les fiches rédigées par nos collègues en mal-être car c'est le seul endroit où elles et ils peuvent faire savoir à leur hiérarchie quand cela déborde. Et cela déborde comme jamais : relations entre enseignant·es, relations entre parents et enseignant·es, gestion d'enfants à inclure sans réels moyens dans des classes trop chargées, bâtiminaire, etc, etc... Jamais nous n'avons eu autant de remontées du terrain. Et l'on s'étonne, en plus haut lieu, du nombre de temps partiels thérapeutiques, d'arrêts maladie, du manque de remplaçant·es pour pallier ces absences... C'est un baromètre qu'il ne faudrait pas trop négliger...

Dans la même veine, nous avons à faire face cette année à une carte scolaire qui doit débiter par le préalable de la fermeture de 15 postes, 15 classes dans notre département. Lorsque les services publics s'éloignent de la population et ne remplissent plus leur rôle, c'est la porte ouverte à la montée de la frustration, du populisme et de son résultat dans les urnes.

Comment expliquer à nos collègues qui tirent la sonnette d'alarme de leurs conditions de travail que 15 postes vont être fermés ? Dites-nous...

Alors, je compte sur vous tous et toutes, pour le garder bien au chaud, le secret que nous venons de partager. Comme l'écrivait Sidonie Gabrielle Colette « Un secret, bien gardé par ses détenteurs, couvé hermétiquement, se conserve sans dommage et sans fruit » ... D'ailleurs, un secret, ça ne se partage pas... c'est secret... sauf lors d'un vote pour l'approbation de la carte scolaire.

Pour le premier comme le second degré, cette journée de grève et de mobilisation est un cri de la profession.

Nous avons, dans une déclaration précédente, fait le souhait d'une bouffée d'oxygène mais le constat est que nous sommes aujourd'hui asphyxiés par les budgets d'austérité.

Des années de démantèlement du service public d'éducation nous ont amené au bord du gouffre pour aujourd'hui en descendre la pente.

Nous ne comptons plus les urgences pour le service public d'Education : l'urgence pour des moyens pour toutes les catégories de personnels, pour les salaires, pour l'amélioration des conditions de travail, pour nos lieux de travail et la prise en compte des alertes sur les risques professionnels.

Nous, élu·es de la FSU, ne cesseront jamais de dénoncer et de nous opposer à ces politiques budgétaires. Nous sommes là pour refuser les fermetures des 12 divisions dans nos collèges sous prétexte de perdre des élèves.

Nous voulons que cesse l'hypocrisie de nos politiques publiques, de l'Etat à nos collectivités territoriales, qui prétendent que l'éducation est une priorité !

Combattre la difficulté scolaire en imposant des conditions d'enseignement de plus en plus indignes à nos élèves : effectifs pléthoriques et inclusion qui n'en a que le nom !

Combattre les inégalités scolaires et sociales en induisant la disparition de disciplines et d'options : techno en 6^e, grec, latin, et bientôt de langues vivantes allemand, italien sont en danger dans bien des établissements.

Signer des contrats d'objectifs tripartites en réduisant les moyens en personnels et en matériels.

Imposer la mise en place de plans en tout genre, de référents pour les appliquer mais sans rémunérer les heures accomplies par du salaire, ni revaloriser les personnels.

Vanter la qualité de vie au travail, coller des stickers de développement personnel mais en dégradant toujours plus nos conditions de travail.

Affirmer que les élèves des collèges publics reçoivent plus de moyens que ceux du privé sous contrat...

Mais l'analyse des comptes financiers 2024 des 8 collèges privés sous contrat fait état de disponibilités qui avoisinent les 10 millions d'€ soit environ 3400 € par élève.

Pour rappel, les fonds de réserve des collèges publics dont M. Gaymard énoncent qu'ils « sont en très bonne santé financière dégageant des excédents » représentent une somme totale de 3 798 715 € soit 220 € par élève.

Les réserves des 8 collèges privés sous contrat sont 16 fois supérieures à celles des 38 collèges publics ! Certains établissements peuvent recevoir plusieurs centaines de milliers d'€ à 1.5 million d'€ de subventions publiques sur l'année.

Ces subventions publiques qui permettent aux collèges privés sous contrat d'offrir à leurs élèves : le matériel, les sorties et voyages scolaires que le public ne peut plus faire.

Pour exemple, un collège privé sous contrat du bassin chambérien affiche un budget annuel de plus de 300 000€ de sorties pédagogiques. Ce budget est loin de celui de l'ensemble des collèges du département pour les activités pédagogiques.

Nous dénonçons aujourd'hui les choix politiques et budgétaires d'Etat et de la collectivité territoriale qui ne permettent plus à l'école publique de fonctionner.

Nous refusons d'entendre qu'il n'y pas d'argent, quand 12 milliards d'€ sont engloutis dans un porte-avions, quand le département finance une agence de notation, Fitch Ratings, pour lui permettre d'affirmer que la « note » globale de la Savoie serait affichée « AAA » si elle n'était pas plafonnée par celle de l'Etat.

Ce sont des choix ! Des choix budgétaires politiques auxquels nous nous opposons.

Nous exigeons un financement à hauteur de nos besoins. Nous exigeons des budgets 2027 avec des créations d'emplois, une revalorisation sans contrepartie, des moyens pour faire réussir nos élèves !

L'argent public pour l'école publique : c'est une priorité absolue !